



La Commune



Les escarpins de Ségolène

Editorial

Ségolène Royal, qui caracole en tête des sondages des candidats à la Présidence de la République, est allée soutenir sa camarade et consoeur Michelle Bachelet au second tour des élections présidentielles du Chili. À l'heure où ce journal paraîtra, les résultats seront connus et Michelle Bachelet aura été probablement élue.

Que Ségolène Royal aille soutenir au nom du PS français son homologue chilienne, quoi de plus normal. Mais au fait, quelle politique est-elle allée soutenir au Chili ?

Très simple : Michelle Bachelet et son parti, le PS chilien, gouvernent déjà, depuis 1990, avec le parti bourgeois de la Démocratie chrétienne chilienne, dans un bloc électoral appelé " Concertación ". Que Michelle Bachelet devienne probablement la première femme Présidente du Chili, voilà qui est nouveau, mais pour le reste, sa politique et celle de la " Concertación " n'ont rien de " nouveau ". Depuis 1980, et sous leur direction depuis 1990, la Constitution de Pinochet régit toujours le Chili et Pinochet, qui a fêté ses 90 ans, est sénateur à vie.

Ce gouvernement, auquel participe déjà activement Michelle Bachelet, s'en prend aux grévistes qui demandent des augmentations de salaires, comme ceux de l'entreprise Codelco, réprime violemment les locataires criblés de dettes qui manifestent dans les rues du Chili et s'en prend actuellement aux employés de Banque que l'on voudrait obliger à travailler samedis et dimanches. Michelle Bachelet est donc avant tout une dirigeante d'un Parti socialiste qui a lié son sort et son activité aux besoins des grandes multinationales. Ces dernières n'ont donc rien à craindre de l'élection d'un tel candidat, fût-il une femme.

Tel est le personnage que Ségolène Royal a été soutenir. Comme dit Éric Fottorino, dans *Le Monde* du vendredi 13 janvier : "*Ségolène Royal a jugé " indécent " d'évoquer les sondages sur sa popularité. Mais elle n'a pas trouvé indécent d'aérer ses escarpins dans les quartiers pauvres de Puente Alto.*"

Qu'il s'agisse de Ségolène Royal, de Fabius, de Strauss-Kahn, de Jack Lang ou consorts, la vraie question que se posent les salariés, dès maintenant, et sans spéculer sur 2007, est : va-t-on nous dire qu'il faut, en 2006, jour après jour, mois après mois, subir encore la politique anti-ouvrière du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy ?

Va-t-on nous dire de courber l'échine en 2006 face aux licenciements, aux privatisations, au blocage des salaires, dans le public et le privé, au démantèlement des services publics et de santé, à la progression de la misère, en nous promettant la lune en 2007 ?

D'ailleurs, quelle lune ? Celle défendue par Ségolène Royal au Chili et qui ressemble à s'y méprendre à celle de sa copine Bachelet à et celle menée en France depuis 1981 par les gouvernements successifs de gauche comme de droite pour le plus grand bénéfice des patrons ?

Jean-Paul Delevoye, ancien ministre (UMP) chargé de la réforme de l'État et actuel médiateur de la République, vient de déclarer, à la lumière de son expérience de médiateur : "*le sentiment d'injustice grandit dans la société*" (*Le Parisien* du 11 janvier). On l'a effectivement vu sous une forme brutale, s'il on peut dire, avec la révolte des banlieues. Il y a fort à parier qu'on le verra tôt ou tard, revêtant cette fois les formes et méthodes de l'action ouvrière indépendante. Et là, c'est une autre paire de manches. 2006, une année commence où les escarpins de Ségolène risquent de souffrir, tant elle va devoir s'agiter avec ses collègues pour tenter de prévenir l'incendie.

Modifié le mardi 17 janvier 2006

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
